

# AMNESTY INTERNATIONAL

## Déclaration publique

Index AI : MDE 24/011/2011 (Public)

AILRC-FR

14 mars 2011

## **Ali al Abdullah, prisonnier d'opinion syrien, a été condamné à une nouvelle peine d'emprisonnement**

Amnesty International a condamné lundi 14 mars la peine de 18 mois d'emprisonnement prononcée le 13 mars à l'encontre d'Ali al Abdullah, prisonnier d'opinion syrien, et demandé sa remise en liberté immédiate sans condition.

Ali al Abdullah, journaliste et militant politique, a été déclaré coupable d'avoir « altéré les relations de la Syrie avec un autre pays » sur la base de propos qu'il avait tenus à une agence de presse sur les élections au Liban et en Iran.

Il a été condamné à l'issue d'un procès inéquitable devant le deuxième tribunal pénal militaire de Damas. Le droit de rencontrer ses avocats en privé lui a été refusé de façon répétée et ces derniers n'ont pas eu accès à l'ensemble de son dossier.

Amnesty International considère Ali al Abdullah comme un prisonnier d'opinion, détenu uniquement pour avoir exprimé pacifiquement ses convictions. L'organisation demande instamment aux autorités de le libérer et d'abandonner les charges pesant contre lui, car elles ne correspondent pas à une infraction dûment reconnue par le droit international.

Le 17 juin 2010, Ali al Abdullah a fini de purger une peine de 30 mois de prison à laquelle il avait été condamné pour son rôle au sein de la Déclaration de Damas pour le changement national démocratique, une large coalition d'opposition. Il n'a toutefois pas été libéré mais renvoyé devant un tribunal militaire qui l'a inculpé d'« altération des relations de la Syrie avec un autre pays ». Cette accusation est en relation avec des déclarations faites depuis sa prison à une agence de presse italienne en juin 2009 ; il y parlait très favorablement des élections ayant eu lieu au Liban et critiquait le recours des autorités iraniennes à une force excessive contre les personnes qui manifestaient de manière pacifique contre les résultats contestés de l'élection présidentielle.

Auparavant, Ali al Abdullah avait été emprisonné à trois différentes reprises.